

# Les raisons d'un engagement, par Georges Kuzmanovic

mercredi 8 décembre 2021

Se lancer dans une candidature à la présidentielle n'est pas un pari anodin. J'ai d'ailleurs payé cette audace au prix fort, puisque mon employeur m'a licencié quelques jours après ma déclaration.

Si j'ai fait ce choix, c'est parce qu'il me semble indispensable de porter une voix absente du débat public. Une voix qui, au lieu de diviser le peuple, prône son rassemblement autour de ce qu'il a en commun pour faire face aux nombreux défis – le défi climatique, le défi des crises économiques et sociales, le défi de reconquête de la souveraineté – qu'il doit affronter. Car je suis persuadé qu'une très grande majorité de Français restent attachés à ce qu'on pourrait appeler le consensus de 1945, exprimé par le programme du Conseil national de la Résistance (CNR) ou le préambule de la Constitution de 1946. Ils sont pour l'indépendance de la France dont ils se font « une certaine idée » et refusent qu'elle se dissolve par la disparition des frontières, une immigration incontrôlée ou une aggravation de l'insécurité ; ils tiennent à la laïcité et à l'universalisme républicain, persuadés, comme Jaurès, « *qu'ils n'y a, au fond, qu'une seule race, l'humanité* » ; ils sont attachés à la solidarité, à la réduction des inégalités tant sociales que territoriales, à l'intervention d'un État stratège qui oriente l'économie, entre autres par des politiques keynésiennes de relance et de grands travaux, ils veulent des services publics structurants et efficaces ; ils préfèrent le travail à l'assistance, si le travail est digne, utile et que les fruits de ce travail permettent de construire un avenir pour soi et sa famille.

C'est ce que je résume par le slogan : « *avec De Gaulle et Jaurès* ». Pour plus de détails, j'invite chacun à consulter [la Charte de République Souveraine](#), notre [texte d'orientations programmatiques](#) ou mes 50 propositions à paraître bientôt sur notre site.

Mais cette cohésion idéologique du peuple français, la classe politique actuelle est incapable de l'incarner. La gauche se perd dans une mauvaise imitation du wokisme des campus américains, communiant dans un immigrationnisme qui lui sert de totem moral pour faire oublier qu'elle a trahi la classe ouvrière ; elle s'enfonce dans le marais où l'ont conduite les tenants de la « deuxième gauche » et de la « troisième voie », les thuriféraires des thèses d'Antony Giddens et du parti démocrate des USA, bref, la gauche du Capital. La droite, elle, a trahi l'idée de Nation par logique de classe, préférant comme elle le prouve élections après élections son portefeuille à la patrie. La PME lepéniste n'a pas d'autre vocation que de faire vivre son héritière et le polémiste qui lui fait concurrence n'est qu'un Macron xénophobe qui croit escamoter la lutte des classes par la haine des musulmans. Les souverainistes de droite ne comprennent pas qu'il est illusoire de recréer un capitalisme national, le capitalisme étant devenu international et financier. Florian Philippot s'est définitivement perdu en devenant le gourou de la vague antivax...

Les Français ne s'y trompent pas et s'abstiennent de plus en plus. Aucun candidat ne leur parle vraiment : le libéralisme économique de la droite et les délires sociétaux de la gauche les en écartent. Mais surtout, ils savent bien que le président qu'ils élisent, dans le cadre européen actuel profondément antinomique avec le modèle français, ne pourra rien faire et se contentera d'appliquer les mêmes politiques ordolibérales en vigueur depuis 38 ans – parfois de manière brutale, comme face aux Gilets Jaunes.

Face aux crises à venir, seul fait sens le protéiforme courant qui va des néo-chevénementistes aux gaullistes sociaux, les héritiers du CNR, qui, je le crois, sont majoritaires dans le cœur des Français, mais éclatés.

Les candidats Fabien Roussel et Arnaud Montebourg, que j'apprécie malgré quelques désaccords secondaires, vont dans ce sens. C'est la raison pour laquelle je n'ai jamais de mots désagréables à leur égard ; je suis convaincu que nous œuvrons dans la même direction. Dommage que les gaullistes sociaux

n'aient aucun représentant bien qu'ils soient une force objective réelle. Tout cela serait le socle d'un nouveau CNR. J'ai plus de difficultés avec un Jean-Luc Mélenchon, qui reste un tribun formidable et un grand défenseur de la justice sociale, mais nous avons trop de divergences sur la laïcité, le nucléaire qu'il veut supprimer alors que c'est une source d'énergie stratégique pour une France souveraine, le rapport aux forces de l'ordre, et surtout la manière d'affronter l'Union européenne.

Pour mener la politique que veut une majorité de Français, il est indispensable de rompre avec le carcan européen. C'est la base *sine qua non*. Je propose de le faire en organisant un référendum sur la nécessité d'affirmer la supériorité de la Constitution française et de ses textes annexés (Déclaration des droits de l'homme et du citoyen, préambule de la Constitution de 1946 et Charte de l'environnement) sur les principes bruxellois de concurrence soi-disant libre et non faussée et de libre circulation des travailleurs, des marchandises, des services et des capitaux. Je suis persuadé que de nombreux autres pays membres, en Europe du Nord et de l'Est, appuieront pour des raisons très diverses mais concordantes l'idée d'une limitation stricte des prétentions de l'Union européenne. Mon souhait est qu'ensuite, nous construisions une Europe des nations et des peuples, selon les souhaits du général de Gaulle, fondée sur la coopération respectueuse des intérêts de chacun.

D'une manière générale, j'incarne l'opposé de ce qu'Emmanuel Macron représente.

Il est européiste et mondialiste ; je défends la souveraineté nationale et donc la sortie de cette Union européenne.

Il privilégie l'oligarchie ; je privilégie le peuple et la souveraineté populaire, c'est-à-dire la démocratie contre la dictature de la finance.

Il privilégie le Capital sur le travail ; moi, le travail sur le Capital.

Il privilégie l'individualisme, la réussite du « premier de cordée » ; je privilégie le bien commun, l'intérêt de la Nation.

Il est atlantiste ; je suis pour l'indépendance de la France et donc la sortie de l'OTAN.

Il est influencé par les États-Unis et le modèle communautariste anglo-saxon ; je défends l'universalisme républicain et l'intégration par l'assimilation républicaine.

Il est pour la privatisation généralisée ; je suis pour la défense des services publics.

Bref, il incarne le bloc bourgeois ; je suis, moi, un candidat du bloc populaire.

Pour les férus d'histoire romaine, c'est un affrontement entre Optimates et Populaires.

Je suis enfin un homme d'expériences multiples et connais intimement différents milieux sociaux : je sais ce que signifie être ouvrier, servir sous les drapeaux, enseigner, mais aussi travailler comme cadre dans une grande entreprise, gérer un camp de réfugiés ou un centre pour sans-abris. Je ne suis pas de ces politiques qui ont vécu de la politique toute leur vie. Je suis originaire d'une famille éduquée mais modeste. Mon père est d'origine yougoslave, ma mère est Française de Lorraine. Je me suis engagé dans l'humanitaire, au Rwanda, au Congo, au Mali, puis en France, où j'ai œuvré dans un foyer pour sans-abri. J'ai été enseignant et militaire, dans la réserve opérationnelle, ce qui m'a conduit à servir notre pays en OPEX en Afghanistan. J'ai affronté des dangers directs, et je sais aussi ce que signifie être à sec financièrement le 20 du mois. Je suis spécialiste en géopolitique et j'ai eu la chance de vivre et de travailler dans les deux empires entre lesquels de Gaulle avait su faire de la France une nation pivot, les États-Unis d'Amérique et la Russie. Je connais bien l'un comme l'autre de ces pays ; c'est, je crois, un grand plus compte tenu des affrontements géopolitiques en cours et à venir. Cette expérience plurielle est une force que n'ont pas d'autres candidats.

Par ailleurs, je suis marié et père de trois enfants ; nous formons une famille unie et heureuse, et la

famille est le socle sur lequel on bâtit les choses durables.

Si de meilleurs que moi veulent redresser le pays, lui rendre son indépendance et appliquer les principes du programme du CNR, sans faux semblants et avec une volonté en acier pour agir, je n'aurai aucun problème d'égo à me ranger derrière eux. Pour le moment, ce n'est pas le cas et je mets toutes mes forces dans la bataille pour obtenir les 500 signatures et pouvoir me présenter officiellement.